



Au Sahel, en Afrique  
de l'Ouest et au  
Cameroun

Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et  
nutritionnelle aiguë courante en octobre-décembre  
2022 et projetée en juin-août 2023

Créé en **Novembre 2022**

### Principaux résultats pour les zones touchées par l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle.



#### Consommation alimentaire :

en période courante, la consommation alimentaire est dans l'ensemble satisfaisante dans 90% des zones analysées. Cependant, certaines zones dans le Sahel Central, le Bassin du Lac Tchad et les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun sont caractérisées par une détérioration de consommation alimentaire qui pourrait encore détériorée dans les zones affectées par l'insécurité civile.



#### Evolution des moyens d'existence :

La hausse généralisée des prix et de la crise sanitaire se fait encore sentir et les moyens d'existence qui restent érodés du fait de la mise en place de stratégies de crise et d'urgence dans de nombreuses zones en particulier. L'épuisement rapide des stocks au niveau ménage à faible pouvoir d'achat maintiendra le recours aux mauvaises stratégies de mobilisation des moyens d'existence.



#### Nutrition :

Les prévalences de la malnutrition aiguë sont toujours alarmantes avec des valeurs dépassant le seuil élevé de 10% (OMS) dans plusieurs zones au Mali, au Burkina Faso, au Tchad, au Nord Est et Ouest du Nigeria, au Niger et au Sénégal. Dans certaines zones du Sud-Est du Niger, les prévalences dépassent le seuil très élevé de 15%.



**Mortalité** : elle est en générale minimale dans l'ensemble de la région excepté dans les zones d'accès limité et inaccessibles au nord-est du Nigeria et au nord du Burkina

Les productions agricoles 2022/2023 sont globalement supérieures à celles de l'an dernier et à la moyenne des 5 dernières années. Toutefois, des baisses sont constatées par endroits, du fait de la réduction des superficies agricoles résultant des conflits et insécurités, de l'accès réduit aux engrais, des inondations, etc. Des baisses importantes ont été enregistrées sur le coton dans plusieurs pays de la région du fait des infestations sévères de cicadelles, ce qui pourrait entraîner des baisses de revenus des ménages producteurs.

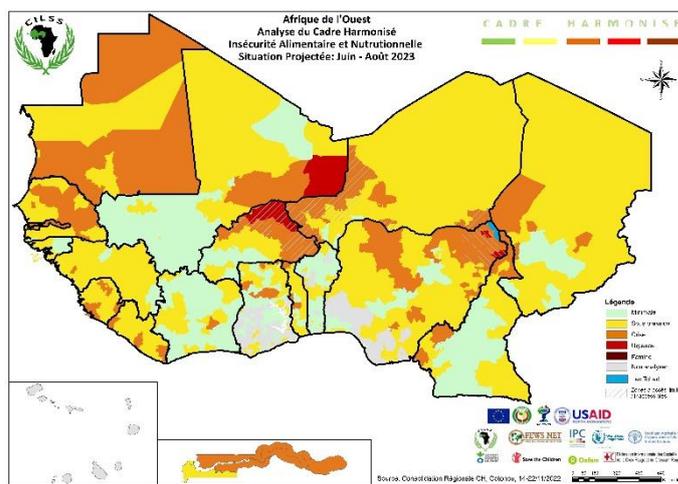
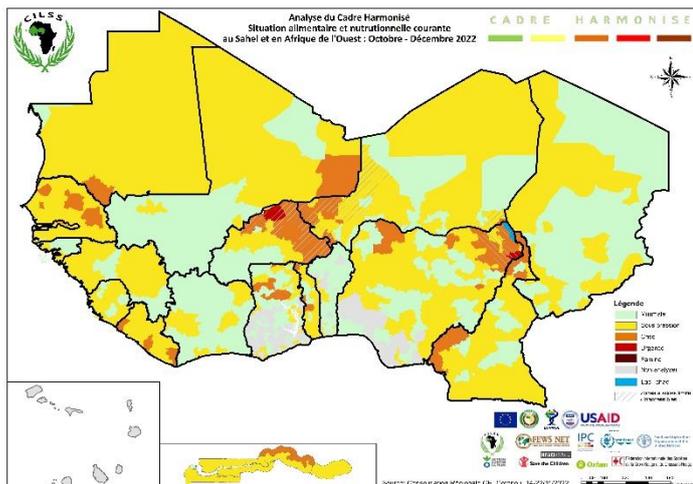
La bonne disponibilité de la biomasse et des points d'eau permet une alimentation satisfaisante du bétail, excepté dans les zones pastorales du Niger, et dans les zones de Gao, Tombouctou, Kidal, Taodéni et Menaka au Mali où elle est inférieure. L'accès à ces ressources reste limité dans les zones de conflits du Liptako Gourma, du Bassin du Lac Tchad et dans le centre et le nord-ouest du Nigeria où les mouvements sont toujours perturbés. Les feux de brousse plus précoces cette année réduisent déjà la disponibilité des pâturages localement. Aussi, les restrictions à la mobilité des troupeaux vers les pays côtiers constituent une entrave à la transhumance. Selon l'OIM, au 26 Octobre 2022, 2 731 953 personnes étaient déplacées par l'insécurité et les conflits dans la région du Liptako Gourma, dont 72 pour cent se trouvait au Burkina Faso, 16 pour cent au Mali, 9 pour cent au Niger et 3 pour cent en Mauritanie. Dans le bassin du Lac Tchad, les populations déplacées atteignaient 5 876 611 de personnes dont 74 pour cent se trouvaient au Nigéria, 11 pour cent au Cameroun, 9 pour cent au Tchad et 6 pour cent au Niger. Ces personnes dont les moyens d'existence sont grandement perturbés ou perdus connaissent des niveaux d'insécurité alimentaire préoccupants, particulièrement au Burkina Faso dans les zones dans les zones durement affectées par les conflits armés les blocus.

Généralement la majorité des ménages agropastoraux ont accès aux aliments de base grâce aux récoltes en cours qui leur permettent également d'en tirer des revenus par la vente. Ces récoltes permettent un approvisionnement satisfaisant des marchés. Toutefois, les prix élevés des denrées alimentaires, toujours supérieurs à la moyenne des cinq dernières années constituent un facteur limitant pour les ménages pauvres non agricoles du fait de leurs pouvoirs d'achat réduits. Ces hausses sont principalement dues à la dépréciation des monnaies, l'inflation, les couts élevés du carburant et de l'impact persistant de la crise ukrainienne. Cette situation est beaucoup préoccupante dans les zones affectées par les conflits du fait du faible niveau de leurs productions, de la perturbation des moyens d'existence et du fonctionnement des marchés, ainsi que dans les pays qui dépendent fortement des importations de denrées alimentaires.

La situation nutritionnelle est très préoccupante dans la région surtout dans les zones des trois frontières du Sahel à cause de l'effet conjugué de la dégradation de la situation sécuritaire en lien avec la fermeture des centres de santé et de prise en charge nutritionnelle, la perturbation des programmes nutritionnels en cours, l'augmentation du nombre des populations déplacées dans la région et surtout à la situation alimentaire précaire. Les résultats des enquêtes montrent aussi des situations de malnutrition aiguë globale en phase 3 dans plusieurs localités au Tchad, au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Nigeria et au Niger, et dans 2 zones du Sénégal.



## Cartes courante et projetée



## Principaux résultats de l'analyse

Au total 1 248 zones ou groupes de populations (notamment les PDI) ont été analysés dans 17 pays du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et au Cameroun. Il faut noter que, faute de données, l'analyse CH n'a pas été conduite pour le Cabo Verde.

En situation courante, 117 des 1 248 unités analysées sont classées en Crise (Phase 3) et 4 unités d'analyse en Urgence (Phase 4) dont trois dans la région du Sahel au Burkina Faso (les PDI de Séno, les PDI de Soum et la province de Soum) et une dans l'Etat de Borno au Nord-Est du Nigéria (Bama). En outre, 612 zones sont Sous Pression (Phase 2) et 515 en situation Minimale (Phase 1). Il convient de souligner qu'aucune unité d'analyse n'est classée en situation de Famine (Phase 5).

Tableau 1 : Répartition des zones analysées par pays et par phase de sévérité

Pays	Situation courante: Octobre - Décembre 2022						Situation projetée: Juin - Août 2023					
	# total Zones analysées	Nombre de zones par Phase					# total Zones analysées	Nombre de zones par Phase				
		Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5		Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5
Bénin	58	45	13	0	0	0	58	47	11	0	0	0
Burkina Faso*	51*	16	18	14	3	0	51	11	17	14	9	0
Côte d'Ivoire	31	23	8	0	0	0	31	20	10	1	0	0
Gambie	8	2	5	1	0	0	8	0	3	5	0	0
Ghana	120	65	49	6	0	0	120	59	54	7	0	0
Guinée	33	10	23	0	0	0	33	3	29	1	0	0
Guinée Bissau	8	4	4	0	0	0	8	2	6	0	0	0
Libéria	15	2	11	2	0	0	15	0	11	4	0	0
Mali	56	43	12	1	0	0	56	33	18	4	1	33
Mauritanie	13	1	10	2	0	0	13	0	5	8	0	0
Niger	78	22	47	9	0	0	78	5	50	23	0	0
Nigéria	552	226	268	57	1	0	552	65	350	135	2	0
Sénégal	45	1	40	4	0	0	45	1	34	10	0	0
Sierra Léone	16	3	13	0	0	0	16	0	12	4	0	0
Tchad	69	38	31	0	0	0	69	10	50	9	0	0
Togo	37	5	28	4	0	0	37	10	22	5	0	0
<b>Total SAO</b>	<b>1190</b>	<b>506</b>	<b>580</b>	<b>100</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>1190</b>	<b>266</b>	<b>682</b>	<b>230</b>	<b>12</b>	<b>0</b>
<b>Cameroun</b>	<b>58</b>	<b>9</b>	<b>32</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>58</b>	<b>27</b>	<b>16</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SAO &amp; CMR</b>	<b>1248</b>	<b>515</b>	<b>612</b>	<b>117</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>1248</b>	<b>293</b>	<b>698</b>	<b>245</b>	<b>12</b>	<b>0</b>

\*En plus des populations résidentes, les PDIs ont également fait l'objet d'analyse distincte pour 6 provinces.

La situation alimentaire et nutritionnelle va se dégrader dans la région pendant la période projetée dite période de soudure dans la majorité des pays de la région. Ainsi 245 unités d'analyse seront en Crise (Phase 3) et 12 en Urgence (Phase 4) dont 2 au Nigéria (Bama, Guzamala), 1 au Mali (Ménaka) et 9 au Burkina Faso (Loroum, Oudalan, Séno, Soum, Yagha ainsi que les PDIs de Komondjari, les PDIs de Oudalan, les PDIs de Séno, les PDIs de Soum). En outre, 698 unités d'analyse seront Sous Pression (Phase 2) et 293 en situation Minimale (Phase 1). Cependant, aucune unité d'analyse ne sera en situation de Famine (Phase 5).



## Estimation des populations par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

### Situation courante : octobre-décembre 2022

En situation courante (octobre-décembre 2022), sur une population totale analysée de près de 406,6 millions de personnes, près de 32,6 millions de personnes sont classées en phase Crise à pire dans l'ensemble des 17 pays analysés dont plus de 17 millions au Nigéria, près de 3,6 millions au Cameroun, plus de 2,6 millions au Burkina Faso et plus de 2 millions au Niger. L'analyse révèle également que plus de 1,6 millions de personnes sont en urgence (Phase 4) dont plus de 780 000 au Nigéria, plus de 341 000 au Burkina Faso et plus de 240 000 au Cameroun. En particulier, **près de 4 800 personnes vivant au Nigéria et au Burkina Faso sont en Catastrophe (Phase 5)**. Voir tableau ci-dessous pour plus de détails sur l'estimation des populations dans les différentes phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë.

Tableau 2 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation courante (octobre-décembre 2022)

Countries	Population totale analysée	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Totale en Phase 3 à 5
Bénin	7 756 065	6 534 986	1 039 495	181 584	-	-	181 584
Burkina Faso*	22 227 578	14 933 877	4 675 064	2 275 170	341 650	1 817	2 618 638
Cote d'Ivoire	21 055 640	16 810 857	3 395 450	812 942	36 391	-	849 333
Gambie	2 444 250	1 651 834	584 750	201 062	6 604	-	207 666
Ghana	13 675 438	10 253 411	2 598 846	794 119	29 062	-	823 181
Guinée	11 469 684	8 485 903	2 334 622	649 159	-	-	649 159
Guinée Bissau	1 694 273	1 308 630	267 590	112 034	-	-	112 034
Libéria	4 799 779	3 406 982	1 019 566	365 748	7 483	-	373 230
Mali	22 293 390	18 926 981	2 734 725	616 820	14 864	-	631 684
Mauritanie	4 372 038	3 034 712	896 560	384 644	56 121	-	440 765
Niger	25 896 688	18 430 812	5 421 544	1 965 476	78 856	-	2 044 331
Sierra Leone	7 541 421	4 824 437	1 929 338	787 646	-	-	787 646
Sénégal	18 275 717	12 428 620	4 970 959	846 467	29 671	-	876 138
Tchad	16 232 473	12 941 542	2 481 694	809 237	-	-	809 237
Togo	6 056 287	4 124 806	1 362 819	533 348	35 313	-	568 661
<b>Total</b>	<b>185 790 721</b>	<b>138 098 391</b>	<b>35 713 022</b>	<b>11 335 457</b>	<b>636 015</b>	<b>1 817</b>	<b>11 973 289</b>
Nigeria	193 612 851	136 114 260	40 492 916	16 222 448	780 252	2 975	17 005 675
Cameroun	27 190 906	16825443	6768449	3356781	240233	0	3 597 014
<b>Total SAO+CMR</b>	<b>406 594 478</b>	<b>291 038 094</b>	<b>82 974 387</b>	<b>30 914 685</b>	<b>1 656 500</b>	<b>4 792</b>	<b>32 575 977</b>

\*En plus des populations résidentes, les PDIs ont également fait l'objet d'analyse distincte pour 6 provinces.

### SITUATION PROJETEE : Juin - août 2023

En situation projetée (juin- août 2023), l'analyse révèle que plus de 45,2 millions de personnes seront touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de phase Crise à pire, dont plus de 25,3 millions au Nigéria, plus de 3,5 millions au Burkina Faso, plus 3, 2 millions au Cameroun, plus de 2,8 millions au Niger, plus de 1,5 millions au Tchad, plus de 1,4 millions au Sénégal, plus de 1,2 millions au Mali et 1,1 millions en Sierra Leone. Plus de 3,2 millions de personnes seront en urgence (Phase 4) tandis que **qu'environ 25,500 personnes vivant au Burkina Faso, au Mali et au Nigéria feront face à une situation de Catastrophe (Phase 5)**. Voir tableau 3 ci-dessous pour plus de détails sur l'estimation des populations dans les différentes phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë pour la situation allant de juin à août 2023.

Tableau 3 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation projetée (Juin-Août 2023)

Countries	Population totale analysée	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Totale en Phase 3 à 5
Bénin	7 756 065	6 569 807	1 011 581	174 676	-	-	174 676
Burkina Faso	22 227 578	13 069 239	5 625 119	2 966 900	546 454	19 867	3 533 220
Cote d'Ivoire	21 055 640	16 359 685	3 699 961	959 537	36 457	-	995 994
Gambie	2 444 250	1 352 046	772 577	300 101	19 527	-	319 628
Ghana	13 675 438	10 274 321	2 681 948	691 822	27 348	-	719 169
Guinée	11 469 684	7 161 812	3 384 844	920 521	2 508	-	923 028
Guinée Bissau	1 694 273	1 217 073	335 679	133 998	-	-	133 998
Libéria	4 799 779	2 883 503	1 385 008	509 913	21 354	-	531 268
Mali	22 293 390	17 011 094	4 035 889	1 137 919	106 816	1 671	1 246 406
Mauritanie	4 372 038	2 578 175	1 099 251	588 479	106 133	-	694 612
Niger	25 896 688	16 022 592	7 001 818	2 729 248	143 030	-	2 872 278
Sierra Leone	7 541 421	3 897 013	2 532 871	1 091 692	19 846	-	1 111 537
Sénégal	18 275 717	10 951 304	5 907 179	1 330 335	86 900	-	1 417 235
Tchad	16 232 473	10 895 417	3 824 287	1 480 287	32 483	-	1 512 770
Togo	6 056 287	4 224 239	1 344 729	447 653	39 666	-	487 319
<b>Total</b>	<b>185 790 721</b>	<b>124 467 320</b>	<b>44 642 740</b>	<b>15 463 080</b>	<b>1 188 520</b>	<b>21 538</b>	<b>16 673 137</b>
<b>Nigeria</b>	<b>193 612 851</b>	<b>109 564 800</b>	<b>58 737 151</b>	<b>23 439 691</b>	<b>1 867 242</b>	<b>3 967</b>	<b>25 310 900</b>
<b>Cameroun</b>	<b>27 190 906</b>	<b>17 904 328</b>	<b>6 052 022</b>	<b>3 028 257</b>	<b>206 299</b>	<b>-</b>	<b>3 234 556</b>
<b>Total SAO+CMR</b>	<b>406 594 478</b>	<b>251 936 448</b>	<b>109 431 912</b>	<b>41 931 029</b>	<b>3 262 060</b>	<b>25 505</b>	<b>45 218 594</b>



### Facteurs déterminants et limitants

#### DANGERS ET VULNERABILITE

Plusieurs facteurs contextuels affectent la sécurité alimentaire des ménages dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest. Les principaux facteurs déterminants incluent l'insécurité, les conflits et déplacements forcés de populations, les chocs climatiques et économiques au niveau régional et mondial et les effets résiduels de la pandémie du Covid-19. Ces facteurs ont un impact négatif léger à moyen sur la consommation alimentaire, l'évolution des moyens d'existence ainsi que la nutrition.

L'insécurité persiste dans la zone des trois frontières dans le Sahel Central, le bassin du Lac Tchad, et les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun. Au nord-ouest du Nigéria, la présence de bandits armés entraîne un climat

d'insécurité qui affecte les moyens d'existence et l'accès à la nourriture. De plus, on note une extension de l'insécurité vers de nouvelles zones, y compris le sud du Burkina Faso et les zones nord des pays du Golfe de Guinée. Selon ACLED, près de 11,100 événements violents ont été enregistrés dans la région entre janvier et novembre 2022 – environ le même nombre que tout au long de l'année précédente (11,500). Ces événements violents ont causé la mort de plus de 29,000 personnes, contre 29,500 pour toute l'année 2021. Dans certains foyers d'insécurité, comme le Sahel Central (Burkina Faso, Mali, Niger) on note une détérioration de la situation sécuritaire, avec une augmentation de 15% des événements violents entre 2021 et 2022, mais surtout aussi une hausse de plus de 50% des victimes de ces événements. L'insécurité et les déplacements forcés de populations affectent les moyens d'existence, et perturbent les flux commerciaux et la mobilité des personnes – y compris la transhumance pastorale – ainsi que l'accès aux services de base dû à la fermeture et aux dysfonctionnements des structures sanitaires, des écoles et des marchés. L'insécurité entraîne aussi une baisse de l'accès humanitaire dans les zones affectées par les conflits : réduction de l'espace humanitaire et limitation de l'accès à l'aide pour les populations.

Au-delà de l'insécurité, les chocs climatiques et économiques affectent la sécurité alimentaire des ménages, comme des baisses significatives de production. Les déficits de production fourragère dans le nord de la bande Sahélienne entraînent des mouvements précoces de troupeaux et prolongent la soudure pastorale, tandis que la soudure agricole est précoce dans beaucoup de zones de la région en raison de la baisse des productions agricoles.

La situation macroéconomique reste une préoccupation dans l'ensemble de la région, avec une flambée généralisée des prix des denrées de base, et des taux d'inflation élevés dans certains pays, y compris la Sierra Leone (29%), le Ghana (40%) et le Nigéria (21%). Le contexte régional et international continue d'affecter la situation économique, y compris à travers les sanctions politiques et économiques imposées sur certains pays, ainsi que l'impact de la crise Ukrainienne, qui pourrait entraîner une hausse ultérieure des prix sur les marchés internationaux, particulièrement les prix et disponibilités de produits agro-alimentaires, des engrais, du carburant et de l'assistance humanitaire. Enfin, la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest est encore en train de se remettre des effets de la pandémie du Covid-19, qui a mené à une augmentation de l'extrême pauvreté, et fait face à des épidémies et épizooties, y compris la grippe aviaire au Burkina Faso.

## **DISPONIBILITE**

Les productions céréalières attendues sont estimées à environ 76,4 millions de tonnes, en hausse de 7% et 6% respectivement par rapport à l'année dernière et à la moyenne quinquennale. Les pays du Sahel enregistrent une hausse généralisée de près de 20% par rapport à l'année dernière particulièrement marquée par d'importants déficits de productions dans la bande sahélienne. Dans les pays côtiers, la production est restée relativement stable, comparée à l'année dernière et à la moyenne quinquennale. Cette croissance annuelle de la production pourrait être encore plus significative en l'absence de difficultés d'accès aux engrais pour certaines cultures comme le maïs et le riz. Les productions des racines et tubercules sont estimées à 208,5 millions de tonnes, en hausse de 2% comparées à la campagne précédente et de 9% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Concernant, les cultures de rente, hormis le coton en baisse par rapport à l'année passée, les autres spéculations (arachide, sésame, soja, voandzou...) enregistrent des hausses par rapport à l'année passée et à la moyenne des cinq dernières années. La disponibilité a un impact globalement positif sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence en période courante, sauf dans certaines zones affectées par les conflits, y compris la zone des trois frontières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ainsi que le bassin du Lac Tchad. En période projetée, l'impact de la disponibilité restera positif léger à moyen sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence dans certains pays côtiers, mais aura un impact négatif léger à moyen (et fort, par endroits) dans la bande Sahélienne et les zones de conflit.

## **ACCES**

Les marchés agricoles demeurent globalement bien approvisionnés et sont renforcés par les récoltes en cours. Toutefois, leur fonctionnement demeure fortement perturbé par l'insécurité civile persistante associée aux conflits intercommunautaires et aux banditismes dans le bassin du Lac Tchad, la région du Liptako-Gourma et dans le centre-nord et le nord-ouest du Nigeria. Les prix des denrées locales de base

affichent une baisse saisonnière tout en restant nettement supérieurs à la moyenne des cinq dernières années. L'étude sur l'indice de fonctionnalité des marchés (MFI) montrent que la majorité des marchés sont faiblement fonctionnels. Les dimensions les plus affectés sont le prix, les infrastructures et les services. Toute fois les chaînes d'approvisionnement manifeste un niveau acceptable de résilience face aux différents défis d'accessibilité surtout dans les zones d'insécurité. Ces niveaux de prix sont davantage aggravés par la conjoncture économique marquée par une forte inflation quasi généralisée, la restriction des exportations des céréales par certains pays de la région, une détérioration des taux de change des monnaies locales, la hausse des cours mondiaux de denrées alimentaires en général et de céréales en particulier, du carburant et de la logistique. Au regard des bonnes perspectives de récoltes, les prix connaîtront des baisses, mais resteront dans l'ensemble supérieurs à la moyenne des 5 dernières années. Les prix du bétail restent en général supérieurs à la moyenne quinquennale. En outre, le commerce du bétail est très perturbé à cause de l'insécurité et la dépréciation de certaines devises notamment le Naira, le Cedi et le Leone. Cette situation explique la détérioration des termes de l'échange bétail/céréales, qui sont globalement défavorables aux éleveurs. La dimension de l'accès a un impact négatif léger à moyen sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence en période courante dans la plupart de la bande Sahélienne, ainsi que dans certaines parties des pays côtiers comme le Libéria, la Côte d'Ivoire, le Togo et les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest au Cameroun. Pour la période projetée, une détérioration de l'accès est attendue, avec un impact négatif moyen à fort sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence dans la plupart des pays, en raison de la forte dépendance des marchés pendant la période de soudure dans les zones unimodales.

## **UTILISATION**

La situation nutritionnelle reste particulièrement préoccupante dans les pays du Sahel et au Nigéria, malgré les efforts déployés par les États et leurs partenaires notamment. On observe une tendance à l'augmentation de la prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans, avec des taux au-delà du seuil d'urgence (15%) notamment dans certaines zones au Sénégal (28% à Louga, 23% à Matam), en Mauritanie (19,1% à Gorgol, 19,7% à Guidimaka ), au Nord-Est du Nigéria (18,1% à Yobe et 17,2% au nord Borno) , au Niger (16,1% à Dogon Doutchi). Aussi, plusieurs zones présentent des prévalences supérieures au seuil d'alerte de 10% notamment dans les zones des trois frontières (Burkina Faso, Mali et Niger) et aussi dans le bassin du Lac Tchad (Niger, Nigeria et Tchad). Les difficultés d'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, eau-hygiène-assainissement...) fortement aggravées par les violences sécuritaires continuent de peser sur la situation nutritionnelle des enfants et des femmes vulnérables.

## **STABILITE**

Les productions satisfaisantes de la campagne agricole 2022/2023 permettront de stabiliser l'accès à la nourriture pour les ménages pauvres pendant toute la période courante, sauf dans les zones affectées par l'insécurité civile ou les capacités de productions sont fortement réduites. Les marchés sont bien approvisionnés en faveur des bonnes productions avec des niveaux des prix qui amorcent la baisse saisonnière, ce qui contribue à améliorer l'accès aux aliments par rapport aux mois précédents. Toutefois, les prix des aliments et produits de rente encore supérieurs à la moyenne même s'ils procurent des revenus aux ménages, limitent l'accès aux aliments pour une partie des ménages pauvres. Aussi, la conjoncture économique internationale, régionale et nationale pourrait influencer négativement les chaînes d'approvisionnement, engendrer la hausse des prix des produits de base pendant la prochaine soudure de juin à août 2023. Cette situation affectera également les capacités des ménages agricoles au Sahel et en Afrique de l'Ouest, à assurer la stabilité dans l'accès aux denrées alimentaires et aux actifs agricoles (engrais, carburants, produits phytosanitaire).



## Méthodologie et difficultés de l'analyse

Les présents résultats sont issus des analyses nationales qui se sont déroulées dans les pays du Golfe de Guinée en octobre 2022, au Cameroun, au Nigeria et dans les pays du Sahel en novembre 2022. Pour ce cycle, le Cap Vert n'a pas conduit d'analyse par manque de données adéquates. Il en est de même pour plusieurs zones dans certains pays (Benin, Togo et Ghana). Les analyses nationales ont été menées par les cadres nationaux sous la facilitation des membres du Comité Technique Régional (CILSS, FAO, FEWS NET, FICR, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Les données utilisées dans les pays pour analyser les indicateurs de résultats sont essentiellement issues des enquêtes de sécurité alimentaire et de vulnérabilité réalisées entre août et octobre 2022 selon les pays et en juin- juillet 2022 pour le Cameroun. Ces enquêtes ont permis de rendre disponibles les indicateurs : score de consommation alimentaire (SCA), score de diversité alimentaire des ménages (SDAM), indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages (HHS), indice des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence (ISAME), des analyses d'économie des ménages - HEA (déficit de survie et déficit de protection des moyens d'existence), des enquêtes nutritionnelles (MAG - P/T ou PB) et des données de mortalité (TMM5, TBM). Cependant les données sur la nutrition ne sont pas disponibles au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Libéria, au Ghana, en Guinée et en Guinée Bissau. Il faut également souligner que seul le Bénin a utilisé le proxy intégré pour renseigner le résultat sur la consommation alimentaire. Les analyses ont été renforcées par la prise en compte des facteurs contributifs (rapports de suivi et d'évaluation de la campagne agropastorale, hydrologique, suivi de la situation pastorale, suivi des flux, du fonctionnement des et des prix des denrées, des marchés, insécurité, assistance, etc.) provenant des données collectées par les dispositifs d'informations nationaux et les partenaires membres des Cellules Nationales d'Analyse CH dans les pays.

Les protocoles spéciaux pour l'analyse des zones inaccessibles, d'accès limité et des groupes ménages ont été particulièrement appliqués pour certaines zones au Burkina Faso (Est, Sahel et Centre-Est), au Niger (Tillabéry, Diffa et une partie de Tahoua), et au Nigeria (Adamawa, Borno, Yobe, Zamfara et Sokoto,). L'échantillonnage des enquêtes de sécurité alimentaire, avec la prise en compte d'une strate de PDI a permis de faire une analyse spécifique des conditions de sécurité alimentaire de ce groupe de population au Mali, Niger, au Nigeria (y compris pour les réfugiés) et Burkina Faso. Une session de revue de qualité des analyses nationales a été organisée par le Comité Technique Régional du 14 au 22 novembre 2022 à Cotonou au Bénin.

Ceci a permis de contrôler la qualité des analyses pays, d'assurer la cohérence des résultats consolidés au niveau régional et leur validation. Ont pris part à ces travaux en présentiel : les représentants techniques du CILSS, d'ACF, de la FAO, de la FICR, de l'IPC/GSU, du JRC-EC, du PAM, de Save the Children, FEWS NET et OXFAM. Les principales difficultés rencontrées lors des analyses nationales et de la consolidation régionale sont relatives à : (i) une maîtrise encore insuffisante des protocoles, procédures et outils d'analyse du CH (convergence des preuves et estimation des populations) notamment dans les pays du Golfe de Guinée ; (ii) un nombre de facilitateurs formés trop limité par rapport au volume d'analyse ; (iii) un niveau de représentativité insuffisant des enquêtes sur la sécurité alimentaire et les conditions de vie des ménages dans certains pays ; (iv) la mise à disposition tardive des données et preuves pour remplir la matrice intermédiaire à temps avant le démarrage des ateliers nationaux d'analyse. Par ailleurs, les difficultés d'accès dans certaines zones, en particulier celles touchées par l'insécurité, limitent la couverture des enquêtes de sécurité alimentaire et nutritionnelle.



## Recommandations

Au terme des analyses, les recommandations suivantes sont formulées :

### A l'attention des Etats membres du CILSS, de la CEDEAO et L'UEMOA :

- Concevoir des plans de réponses en faveur des populations vulnérables (phase 2 et plus) pour protéger leurs moyens d'existence ;

- Développer et mettre en œuvre des programmes d'urgence dans les délais pour apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate aux populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle (phases 3 à 5) afin de sauver des vies humaines dans les pays concernés particulièrement ceux affectés par l'insécurité et la crise économique (Cameroun, Burkina, Mali, Niger, Nigeria, Tchad, Mauritanie, Sierra Leone, cote d'ivoire, etc.) ;
- Faciliter l'accès aux humanitaires pour les interventions d'urgence dans les zones difficilement accessibles
- Élaborer et mettre en œuvre le plan opérationnel de gestion de la transhumance transfrontalière pour réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs particulièrement dans les pays côtiers qui abritent les zones d'accueil des transhumants ;
- Renforcer les actions de résilience en faveur des populations vulnérables identifiées sous pression alimentaire à travers l'appui à la culture de saison sèche et au développement des AGR ;
- Subventionner les intrants agricoles et les aliments bétail notamment les engrais, pesticides, les semences améliorées afin d'accompagner les producteurs pour booster leurs productions agropastorales
- Poursuivre et renforcer des actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition dans les zones à travers des plans de réponses actualisés ;
- Poursuivre et renforcer la veille informationnelle sur les marchés et dans les zones à risques identifiées.
- Renforcer la veille informationnelle sur les ennemis de culture (CLA, criquets pèlerins etc.)
- Appuyer financièrement les collectes des données et les ateliers d'analyse de cadre harmonisé ;

#### A l'attention du CILSS et ses partenaires du CT-CH

- Poursuivre les actions de renforcement des capacités techniques des membres des Cellules Nationales d'Analyse du Cadre Harmonisé pour une meilleure appropriation de l'outil ;
- Poursuivre et renforcer les capacités des systèmes nationaux d'information en matière de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Appuyer les SAP dans la mise en place et le fonctionnement d'un mécanisme spécifique de collecte de données dans les zones inaccessibles ou à accès limité ;
- Poursuivre l'amélioration technique de l'outil CH notamment sur le seuillage de certains facteurs contributifs, sur les indicateurs du résultat Evolution des moyens d'existence etc.
- Renforcer l'intégration de la dimension genre dans le processus de la collecte des données et de l'analyse ;

#### A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers

- Appuyer les pays dans la mise en œuvre des interventions d'urgence, résilience et des plans nationaux de réponses en faveur des populations vulnérables identifiées ;
- Soutenir les efforts des pays dans la mise en place des systèmes fonctionnels d'informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens d'existence.
- Appuyer le Comité technique du Cadre Harmonisé dans le processus de développement et d'implémentation de l'outil dans la région Sahel et Afrique de l'Ouest et au-delà.

### Contacts

#### Baoua Issoufou

Coordonnateur PRA-SAN

Expert Analyste en Cadre Harmonisé

Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 96 52 08 54

E-mail : [Issoufou.baoua@cilss.int](mailto:Issoufou.baoua@cilss.int)

#### Sy Martial Traoré

Expert Analyste en marché, chef DSAM

Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 97 15 78 82

E-mail : [Martial.traore@cilss.int](mailto:Martial.traore@cilss.int)

#### Partenaires Techniques



#### Partenaires Financiers

